

## *CHAPITRE 11.*

# **LES TRANSFERTS DE FONDS DES MIGRANTS – UN OUTIL POTENTIEL IMPORTANT POUR LE DÉVELOPPEMENT : LE CAS DE L'ITALIE**

*par*

Riccardo Settimo,  
Recherche économique, Relations internationales, Banque d'Italie

A raison de 126 milliards de dollars en 2004<sup>1</sup>, le montant officiellement comptabilisé des transferts de fonds des travailleurs expatriés vers les pays en développement représente désormais le deuxième source de financement externe par la taille, après l'investissement direct étranger (IDE). S'il était possible de tenir compte également des flux non officiels et des transferts en nature, il se pourrait que ces opérations constituent déjà le flux financier global le plus important des économies développées vers les économies en développement.

L'importance croissante des transferts de fonds et le caractère relativement stable de ceux-ci au fil du temps ont conduit les universitaires et les responsables de l'élaboration des politiques à les considérer comme un précieux instrument de développement économique. Mais si le lien entre développement économique et transferts de fonds, par le biais des migrations, est suffisamment direct et évident, l'inverse n'est pas tout à fait avéré. De fait, contrairement aux prédictions théoriques, les données empiriques ne permettent pas de mettre en évidence l'existence d'une forte relation de cause à effet entre les transferts, d'une part, et le développement économique, d'autre part.

Ce chapitre émet l'idée que les transferts de fonds ne sont un instrument de croissance économique que de manière potentielle. En d'autres termes, ils constituent un facteur favorable pour le développement économique du pays bénéficiaire. Mais si les conditions préalables pour que les flux de transfert aient une incidence sur le développement ne sont pas réunies, ce dernier ne se concrétisera pas. Pour illustrer mon propos, je vais exposer brièvement l'expérience de l'Italie entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et la Première Guerre mondiale.

Naguère, dans tous les pays se caractérisant par de fort taux d'émigration, les transferts de fonds effectués par les travailleurs expatriés ont eu au moins deux

---

1. Estimations de la Banque mondiale ; édition 2005 du *Rapport sur le financement du développement dans le monde*.

conséquences directes importantes : premièrement, ils ont indubitablement contribué à augmenter le niveau de vie des familles bénéficiaires et, deuxièmement, du point de vue macroéconomique, ils ont largement contribué à atténuer la contrainte de la balance des paiements des pays bénéficiaires.

Mais quel en est l'impact prévu à moyen terme sur la croissance et le développement économiques ? La réponse à cette question n'est pas évidente. Conformément à la théorie moderne de la croissance, les transferts influent probablement sur le développement de différentes manières : premièrement, en augmentant le revenu disponible des familles bénéficiaires, les transferts constituent des ressources supplémentaires pouvant être utilisées pour la consommation et l'investissement. Bien entendu, l'accroissement de la production serait d'autant plus fort que les montants reçus seraient épargnés et investis dans des activités productives.

Comme ces transferts ont un caractère « privé », le choix de l'affectation des fonds appartient aux bénéficiaires eux-mêmes. A cet égard, un climat favorable à l'investissement – qui s'obtient par la stabilité macroéconomique, la qualité des institutions, la solidité du cadre juridique, l'efficacité des marchés, la solidité et la compétitivité des secteurs bancaire et financier ainsi que par des mesures d'incitation en faveur des petites et moyennes entreprises – contribuerait à créer les conditions préalables appropriées pour que les transferts de fonds influent de manière bénéfique sur la croissance économique à moyen terme.

Il existe un autre facteur important par le biais duquel les transferts de fonds peuvent influencer sur le développement : c'est, comme nous l'avons déjà dit, leur incidence sur la balance des paiements. En cas de faiblesse constante de la balance commerciale, de rareté de l'investissement étranger et de limitation du volume d'aide, les sommes relativement fortes reçues au titre des transferts peuvent se révéler très utiles pour atténuer la contrainte extérieure. Naturellement, les avantages sont subordonnés à l'utilisation des fonds reçus pour importer les biens d'équipement nécessaires à une réforme structurelle appropriée de l'économie<sup>2</sup>. A l'inverse, si ces fonds étaient utilisés principalement pour importer des biens de consommation, il en résulterait de nouvelles pressions sur la balance courante.

La valorisation du capital humain pourrait aussi avoir des répercussions positives sur la croissance, dès lors que les fonds transférés seraient affectés au financement des dépenses de santé et d'éducation. De surcroît, des retombées favorables sur la productivité pourraient se concrétiser si une proportion non négligeable des émigrés finissaient par revenir dans leur pays en rapportant le savoir-faire et l'expérience accumulés à l'étranger.

Mais outre leurs avantages potentiels, les transferts de fonds risquent aussi de s'accompagner d'un certain nombre d'inconvénients. De fait, en l'absence de réactivité de la structure de l'offre intérieure, l'accroissement de la demande induit par ces fonds pourrait donner naissance à des pressions inflationnistes. En outre, la facilité de financement des déficits commerciaux – grâce à d'abondants flux de transfert – peut dissuader les pouvoirs publics de mettre en œuvre les politiques structurelles nécessaires pour rendre l'économie intérieure plus compétitive sur le plan du commerce international.

---

2. Transformation par laquelle les ressources consacrées à la production de biens non marchands seraient réaffectées à la production de biens marchands, considérée comme le principal changement structurel engendrant développement et croissance.

Il pourrait en résulter une absence de diversification de la structure de production, une faiblesse chronique de la balance de paiements et une dépendance croissante vis-à-vis des fonds transférés.

Enfin, des considérations de risque moral – comme, par exemple, une baisse du taux d'activité chez les bénéficiaires de transferts – pourraient, à terme, freiner l'accroissement de la production. Dans ce contexte, les décideurs ont un rôle central à jouer même s'il n'est pas direct : il leur incombe de réunir les conditions préalables nécessaires pour concrétiser les avantages potentiels et éviter les inconvénients potentiels. Faute de quoi, la probabilité est forte pour que les transferts aient des répercussions défavorables ou, au mieux, un effet non durable, sur le développement économique des pays bénéficiaires.

L'expérience de l'Italie se prête tout particulièrement à l'illustration des arguments développés jusqu'ici et ce, pour deux raisons majeures : premièrement, l'Italie qui de tout temps avait été un pays d'émigration est devenue terre d'immigration au début des années 70, passant du statut de bénéficiaire net à celui d'opérateur net de transferts de fonds à la fin des années 90. Deuxièmement, et cet argument est plus important dans le cas qui nous préoccupe, les différences chroniques de niveau de développement entre les régions du Nord et celles du Sud sont un bon exemple de la manière dont les transferts peuvent exercer des effets différents sur la croissance économique.

Pendant plus d'un siècle, l'histoire de l'Italie s'est caractérisée par l'émigration. Ce phénomène a débuté lors de l'unification du pays en 1861. Les premiers émigrants étaient principalement des artisans spécialisés venant des régions du Nord qui sont partis pour des pays européens comme l'Allemagne, la France ou la Suisse. Ces flux précoces ont rapidement été suivis, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, par l'émigration en masse des paysans, originaires principalement des régions du Centre et du Sud, en partance pour les États-Unis ou le Canada. Le flux total moyen des sorties a constamment augmenté, passant de 131 000 départs par an entre 1876 et 1885 à 600 000 entre 1906 et 1915<sup>3</sup>. Un fort pourcentage de ces émigrants ne possédaient pas de qualifications et l'analphabétisme était largement répandu.

Les flux d'émigration sont restés importants jusqu'à la déclaration de la Première Guerre mondiale, et ont recommencé à augmenter tout de suite après la fin du conflit. Les flux de sorties ont alors été moins massifs, d'abord à cause des restrictions à l'entrée aux États-Unis et des lois fascistes limitant l'expatriation, et par la suite en réaction aux effets de la Crise de 1929. Ils ont fini par se tarir pendant la Deuxième Guerre mondiale. Dans les années d'après-guerre, l'Italie a de nouveau connu un fort courant d'émigration et ce, jusqu'au début des années 60. Par la suite, ce qu'il est convenu d'appeler le « miracle économique » a pratiquement comblé l'écart entre le revenu par habitant de l'Italie et celui des habitants des autres pays développés, les départs ont commencé à diminuer et l'Italie s'est progressivement muée en pays d'immigration.

Au cours du siècle en question, la dynamique de réception de fonds transférés a suivi d'assez près celle des flux d'émigration. Les fluctuations peuvent sans erreur possible être imputées à des facteurs comme la conjoncture (en Italie comme dans les pays d'accueil), les caractéristiques démographiques des migrants, le niveau de qualifications des travailleurs expatriés, les variations des taux de change, les mesures législatives de restriction, les relations diplomatiques internationales ou les guerres. Ce n'est que dans le

3. Les chiffres de l'ISTAT sur les migrations sont extraits de Rososli G. (sous la direction de) (1978), *Un secolo di emigrazione italiana 1876-1976*, Centro Studi Emigrazione, Rome.

courant des années 70 que les flux transférés ont commencé à diminuer de manière significative, après que l'Italie eut rattrapé son retard de développement.

C'est entre 1900 et 1914 que les flux de transferts ont été les plus élevés, ce qui s'explique par la persistance de la pauvreté rurale et la forte croissance démographique du pays parallèlement aux débuts de l'industrialisation de l'Italie, et par l'intensification de la croissance économique et de la demande de main-d'œuvre à l'échelle mondiale. Pendant toutes ces années, les sommes transférées ont considérablement augmenté, passant de 1 à environ 5 milliards ITL en valeur réelle<sup>4</sup>, et représentant entre un dixième et un tiers du total des recettes de la balance des paiements.

Tous les historiens s'accordent à reconnaître que les transferts de fonds des émigrés italiens ont joué un rôle déterminant dans l'amélioration du bien-être des familles bénéficiaires et le financement des importations nationales<sup>5</sup>. Il est un fait qu'au niveau des ménages, ces fonds servaient à rembourser les emprunts (contractés principalement pour financer les coûts d'expatriation), à mieux se nourrir, à financer le logement ainsi que les dépenses de santé et d'éducation. Il convient ici de souligner qu'une part croissante des fonds reçus était épargnée sous forme de bons du Trésor et de dépôts en banque ou à la Poste<sup>6</sup>.

Du point de vue macroéconomique, l'afflux d'un volume considérable de fonds a contribué de façon déterminante au financement des déficits extérieurs élevés liés à l'importation relativement importante de matières premières et de biens d'investissement que l'on a pu observer aux premiers temps du développement industriel du pays. A noter toutefois que ce dernier, qui s'est amorcé pendant la dernière décennie du XIX<sup>e</sup> siècle, se limitait à quelques régions du nord du pays.

Bien que les régions du Centre et du Sud, celles-là même qui avaient fourni les plus gros contingents d'émigrés italiens, aient elles aussi reçu des volumes importants de fonds, le développement économique ne s'est pas concrétisé, du moins jusqu'au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Nous n'analyserons pas les raisons du retard chronique dont souffre le Sud. Il suffira de recenser un certain nombre de facteurs ayant empêché les régions du Sud d'exploiter l'aubaine représentée par les transferts de fonds pour connaître l'évolution structurelle et le développement économique affichés par le Nord.

Tout d'abord, il importe de souligner les différences de situation de départ ; depuis longtemps les régions du Sud étaient plus pauvres que celles du Nord. Le taux d'analphabétisme y était plus élevé et l'accès à l'eau, aux soins de santé et aux services publics de base y était plus difficile. L'activité économique était axée sur le secteur agricole, et la structure de production fondée sur les latifundia ne permettait ni compétitivité, ni croissance.

- 
4. En lires italiennes de 1938 ; voir Balletta, F. (1978), « Le rimesse degli emigrati italiani e la bilancia dei pagamenti internazionali (1861-1975) », in F. Assante (dir. pub.), *Il movimento migratorio italiano dall'unità nazionale ai nostri giorni*, Droz, Genève.
  5. Voir Arru, A. et F. Ramella (sous la direction de) (2003), *L'Italia delle migrazione interne*, Donzelli, Rome. De Rosa, L. (2000), « Le rimesse degli emigrati e lo sviluppo economico dell'Italia (1861-1914) », *Nuova Rivista Storica*, sept-déc., pp. 563-574. Pour un réexamen plus récent de l'expérience italienne, voir Bevilacqua P., A. De Clementi et E. Franzina (sous la direction de) (2001), *Storia dell'emigrazione italiana*, Donzelli, Rome.
  6. Voir Massullo, G., «Economia delle rimesse», *Storia dell'emigrazione italiana, op. cit.*

A la différence du Nord, les régions du Sud se situaient en périphérie des principaux réseaux commerciaux et se caractérisaient par un manque d'infrastructures. Le secteur bancaire était, dans l'ensemble, incapable de fournir un soutien financier adéquat, l'esprit d'entreprise était absent et la qualité des institutions était relativement médiocre. La mentalité rurale n'arrangeait rien. Comme le disait un historien, « les paysans, surtout les plus âgés, ont tendance à considérer l'argent plus comme une valeur à thésauriser que comme un instrument de paiement »<sup>7</sup>.

Dans le Nord, les politiques gouvernementales ont accompagné le développement industriel au moyen de subventions, d'investissements publics et de mesures protectionnistes. En revanche, le Sud – où l'agriculture jouait un plus grand rôle mais était moins dynamique – n'a pas bénéficié de mesures de même nature.

En résumé, le Nord a bénéficié d'un climat d'investissement plus favorable ainsi que d'un train de mesures de développement plus cohérent. Cela lui a permis de tirer le meilleur parti de l'afflux considérable de fonds transférés pendant cette période : ces fonds ont eu une importance cruciale dans la mesure où ils ont servi à financer l'énorme déficit extérieur que l'économie italienne a connu pendant les années de mutation industrielle. La somme considérable de l'épargne accumulée par les ménages bénéficiaires du centre et du sud du pays – canalisée par les banques, la Poste et les bons du Trésor – a représenté une source importante de financement des investissements, tant publics que privés, dans le Nord. Dans les années 90, deux grandes banques d'affaires, la *Banca Commerciale Italiana* et le *Credito italiano*, vouées au soutien de l'expansion industrielle, ont été créées juste à point pour financer le développement du Nord. Enfin, l'augmentation du revenu disponible allant de pair avec l'accroissement des flux de transferts a contribué à créer de nouveaux marchés pour le secteur industriel du Nord qui venait de se développer.

Concernant les régions du Centre et du Sud – caractérisées, comme on le dirait aujourd'hui, par un « climat moins favorable pour l'investissement » –, les avantages se sont bornés à une élévation de niveau de vie. Même si ce résultat n'est pas négligeable dans la mesure où il a contribué à réduire la pauvreté, la malnutrition et l'usure, et à augmenter la consommation, il n'a pas suffi à créer un sentier de croissance économique autonome. A l'instar de l'Espagne du XVI<sup>e</sup> siècle qui a profité de l'or et de l'argent rapportés des Amériques, des sommes considérables ont transité par les poches des bénéficiaires, ont amélioré leur bien-être dans l'immédiat, mais ne sont pas parvenues à se convertir en une croissance économique durable.

---

7. Voir Serpieri (1930), pp. 149-150.

## CHAPITRE 12.

# TRANSFERTS DE FONDS ET DÉVELOPPEMENT : LE CAS DE LA GRÈCE

*by*

Nicholas P. Glytsos,  
Chercheur principal,  
Centre de planification et de recherche économique, Athènes, Grèce

### Introduction

Les transferts de fonds entraînent, sur l'économie, deux répercussions principales : en tant que devises étrangères, ils allègent le fardeau de la balance des paiements et servent à payer les importations ; en tant que monnaie locale, ils accroissent la demande de biens de consommation et d'équipement. Ces deux fonctions sont essentielles pour les pays pauvres ou en développement qui enregistrent des taux élevés d'émigration, qui font face la plupart du temps à des difficultés chroniques dans leurs échanges internationaux et dont les activités d'investissement productif sont insuffisantes.

Les pays qui tirent une majorité de leurs ressources financières des transferts de fonds tablent sur la capacité de ces derniers à modifier l'économie nationale et à améliorer ses niveaux de développement et de croissance. Les pouvoirs publics misent sur ces ressources pour pallier les déficiences de leur action et leur incapacité à adopter des politiques structurelles efficaces qui stimuleraient la compétitivité nationale et apporteraient la prospérité économique aux citoyens.

Par conséquent, l'enjeu pour les gouvernements du monde entier consiste en premier lieu à attirer davantage de transferts de fonds et deuxièmement à convaincre les expatriés ou leur famille d'investir une proportion maximale de ces fonds dans des activités productives, et non dans la consommation et les importations. Les efforts déployés pour atteindre le premier objectif visent à la fois à augmenter le montant des transferts de façon à couvrir le déficit de la balance des paiements et à stimuler la demande intérieure, alors que la sensibilisation à l'investissement a pour finalité de renforcer la capacité de production de l'économie.

Le présent chapitre traite essentiellement de la Grèce, avec trois objectifs : examiner la capacité des pouvoirs publics à attirer les transferts de fonds ; déterminer si les expatriés ou les bénéficiaires des transferts ont été persuadés d'investir leur épargne dans des activités productives ou ont du moins été sensibilisés à cette question, et dans l'affirmative, dans quelle mesure ; et chercher à analyser la contribution directe et

indirecte de ces fonds à la croissance et au développement en Grèce, de quelque manière qu'ils aient été dépensés.

Il convient de noter que cette étude se fonde sur des données du passé car l'émigration en Grèce est devenue pratiquement nulle et le nombre d'émigrants grecs en Europe et ailleurs s'est stabilisé. Il est toutefois intéressant de remarquer que même si les transferts de fonds des travailleurs expatriés déclinent, leur montant annuel avoisine toujours un milliard de dollars.

## **Les facteurs et les politiques qui attirent les transferts de fonds**

### *Volume et importance relative des transferts de fonds*

Au cours de la période allant de 1965 à 1975, les transferts de fonds ont augmenté de façon constante et sont passés de 207 millions USD à 782 millions USD, soit à peu près 57 % des recettes d'exportation. Leur croissance s'est par la suite poursuivie en termes nominaux, portant leur montant à un milliard de dollars en 1980 ; toutefois leur importance relative dans les avoirs en devises a diminué, leur proportion ayant chuté à 26 % des recettes d'exportation cette même année. Lors de la deuxième moitié des années 80, les transferts de fonds ont renoué avec la croissance et avaient triplé (3 milliards USD) en termes nominaux en 1995 (l'année record pour cette période), retrouvant quasiment leur niveau antérieur en termes d'importance relative, à 52 % des exportations. Une diminution progressive s'en est suivie, le niveau de 2002 étant égal à celui de 1980, alors que leur importance relative baissait à 12,9 % des exportations (tableau 12.1).

### *Les motivations des transferts de fonds des expatriés et l'évolution de leur nature*

Si l'on met de côté les diverses théories qui ont trait aux motivations des expatriés pour effectuer des transferts de fonds, la raison principale est soit l'aide des membres de la famille dans le pays d'origine soit l'épargne et l'investissement. La première de ces raisons entre dans la catégorie des « cadeaux » ou des « obligations », en fonction de la situation du travailleur expatrié et de sa famille, alors que l'épargne et l'investissement sont motivés par des réalités économiques objectives qui déterminent la rentabilité de l'épargne ou de l'investissement dans les pays d'origine et d'accueil, et sont également tributaires de la stabilité politique du pays d'origine.

Compte tenu de ces motivations, le montant des transferts se compose d'un facteur « indépendant » exprimé par la nature du transfert, qui n'est globalement pas concerné par les motivations et les politiques économiques, et d'un paramètre « induit » déterminé par les réalités économiques et les incitations des pouvoirs publics. La prépondérance de telle composante sur l'autre dépend des circonstances microéconomiques et macroéconomiques qui prévalent à une période donnée dans les pays d'origine et d'accueil, ainsi que de la nature et de la forme des migrations, et de leur évolution.

La modification progressive du statut des émigrés grecs en Allemagne de l'Ouest, d'une migration temporaire à une installation définitive et au regroupement familial, a entraîné un changement des habitudes en matière de transferts de fonds, de plus en plus caractérisées par une attitude volontaire liée au caractère permanent des migrations (Glytsos, 1997). Cette transformation de la nature des migrations devrait accroître la proportion des transferts consentis à des fins économiques et réduire le montant par

expatrié, ce qui pourrait transparaître dans le volume global des transferts. Cela semble le cas pour la Grèce qui a vu le volume des transferts de fonds diminuer entre 1980 et 1985. En outre, certaines études effectuées sur une plus longue période (1960-1993) révèlent que les transferts sont moins perçus comme un devoir mais davantage comme un acte de générosité ou une opération économique (Glytsos, 1997 ; Lianos, 1997). Cette conclusion est confirmée par d'autres éléments relatifs aux différentes habitudes de transfert des migrants temporaires et permanents, qui tendent à suggérer que le volume des transferts de ces derniers est inférieur à celui des migrants de la première catégorie (Merkle et Zimmermann, 1992).

S'agissant des facteurs macroéconomiques, les taux d'intérêt nominaux pour les dépôts à terme de devises étrangères variaient entre 5,5 et 13,0 % au cours de la période allant de 1968 à 1981, soit globalement celle pendant laquelle les déplacements des Grecs à destination et en provenance d'Allemagne étaient à leur plus haut niveau. De même, les dépôts des expatriés et de la marine marchande sont passés de 42 millions de drachmes à 160 133 millions en termes nominaux et de 168 millions de drachmes à 128 621 millions en prix constants de 1980. Les taux d'intérêt grecs étaient supérieurs à ceux en vigueur en Allemagne entre 1975 et 1979 et ont probablement attiré un surcroît de transferts dans le pays. Toutefois, cette explication n'est pas valable pour la totalité de la période, car les dépôts ont continué à augmenter en Grèce même au cours des années où les taux d'intérêt étaient plus élevés en Allemagne. En fait, des estimations économétriques utilisant des données des migrations entre la Grèce et l'Allemagne pour la période allant de 1960 à 1982 montrent que les taux d'intérêt nominaux en Grèce sont relativement dépourvus d'effet et n'ont aucune répercussion sur les transferts. La même analyse économétrique révèle que les transferts sont motivés par le revenu par habitant en Grèce (en tant que valeur indicative du revenu de la famille de l'expatrié), ce qui correspond au modèle de détermination des transferts (Glytsos, 1988a, 2001). Il a par ailleurs été constaté que le taux d'inflation, révélateur d'une instabilité économique voire politique, a eu des répercussions négatives sur les transferts et a probablement limité l'influence des taux d'intérêt nominaux.

L'ampleur de l'infrastructure bancaire des villes grecques dont est originaire un nombre élevé d'expatriés semble avoir contribué à l'augmentation des transferts. Elle a permis de rassurer les expatriés sur la sûreté des virements et de baisser les coûts de ces opérations par rapport à d'autres solutions (par exemple, Western Union) ou à des circuits illégaux<sup>1</sup>. Plusieurs banques grecques ont ouvert des succursales dans les régions des pays d'accueil qui enregistrent les plus fortes concentrations de Grecs. En 1990, il existait 26 succursales bancaires grecques en Allemagne et 15 aux États-Unis (Karafolas, 2001). Bien évidemment, les transferts de fonds n'étaient pas leur unique activité ; elles proposaient également d'autres services bancaires aux expatriés grecs, dont les dépôts et l'octroi de financement à des fins de création d'entreprise.

Cette expansion bancaire a eu lieu au cours des années 70, une période où les Grecs ont émigré en nombre, particulièrement en Allemagne, et s'est poursuivie dans les deux décennies qui ont suivi. Le nombre d'ouvertures de succursales de banques grecques sur le territoire allemand n'était que de deux en 1965, et est passé à 17 en 1980, puis à 26 en 1990, pour finir à 27 succursales ou bureaux en 1994, répartis dans 12 villes affichant une forte concentration d'expatriés grecs. La présence des banques grecques aux États-Unis

1. Pour plus d'informations concernant le rôle, l'importance et la contribution des circuits officiels et non officiels de transferts de fonds en général, consulter, entre autres, Glytsos (2004) et Glytsos et Lianos (2005).

est similaire, avec 21 établissements répartis dans huit villes en 1994 (Karafolas, 2001). L'augmentation des transferts par l'intermédiaire des succursales bancaires grecques établies à l'étranger s'explique en partie par l'abandon d'autres modes de transferts, tels que les services postaux, plus onéreux. L'importance d'une présence bancaire du pays d'origine dans les pays d'accueil pour accroître les transferts est également confirmée par des données recueillies auprès d'établissements bancaires portugais et philippins installés dans plusieurs pays européens (*ibid.*).

La Banque nationale de Grèce, spécialisée dans les dépôts et l'octroi de crédits immobiliers portant sur l'acquisition de biens dans le pays d'origine, est l'une des banques grecques installées à l'étranger. Elle a créé un réseau de « bureaux de représentation » à l'étranger destinés à recevoir les dépôts des expatriés grecs, dépôts qui peuvent servir de base à un emprunt ultérieur en vue de l'acquisition d'un bien immobilier en Grèce. Ces dépôts ont fortement progressé en prix constants jusqu'en 1979 (pour atteindre le double de leur niveau de 1972), avant de commencer à décliner (de près de la moitié) en 1982. Ce réseau bancaire a grandement contribué aux transferts de fonds à destination de la Grèce. En 1966, 61,6% des dépôts confiés à ses établissements étaient faits à partir de l'étranger. Ce pourcentage a culminé à 85,3 % en 1970 avant de régresser à 60 % en 1983 (Banque nationale de Grèce, *Rapports annuels*).

### ***Les politiques en faveur des transferts de fonds***

Au nombre des mesures traditionnelles, aux modalités parfois différentes, prises par les pays pour attirer les transferts de fonds, on dénombre les importations de devises nationales et des obligations et dépôts spéciaux<sup>2</sup>. De telles mesures n'ont en général eu qu'un effet limité, à l'exception peut-être, dans certains pays, de l'augmentation des taux de change (dévaluation de la monnaie nationale). Mais même dans ce cas, le changement ne s'est pas tant opéré au niveau des sommes d'argent envoyées par les expatriés que dans leur abandon des circuits illégaux de transfert, grâce auxquels ils bénéficiaient d'un report élevé sur le taux de change, et leur réorientation vers les circuits officiels et les nouveaux avantages qu'ils offraient. Par ailleurs, la sûreté et le coût du transfert sont venus s'ajouter au taux de change dans les facteurs pris en compte par les expatriés. Cette mesure semble avoir fonctionné dans les pays de la région MENA, où les écarts de taux de change entre les marchés noir et officiel étaient considérables.

Le succès mitigé de ces mesures est peut-être dû à la frilosité des expatriés et au fait qu'ils font primer la prudence financière sur des perspectives de gains somme toute aléatoires en raison de l'instabilité économique et politique de leur pays d'origine. Concernant la Turquie par exemple, la stabilité économique et politique a davantage convaincu les expatriés que les simples incitations économiques (Straubhaar, 1986).

Les politiques mises en œuvre par les autorités grecques afin d'augmenter le volume des transferts et d'orienter ces flux vers un investissement productif visaient toutes, à l'époque, à accroître les transferts pour faire face au déficit chronique de la balance des paiements plutôt qu'à motiver les expatriés à investir leur épargne. On a d'ailleurs reproché aux pouvoirs publics leur manque d'intervention dans ce domaine.

Il a été établi qu'à la fin des années 70, plus de la moitié des Grecs expatriés en Allemagne déposaient leur épargne auprès d'établissements de ce pays, contre seulement

2. Pour un compte rendu détaillé des mesures relatives aux transferts, consulter Garson (1994).

un quart en Grèce, la proportion restante étant répartie entre les pays d'accueil et d'origine.

Au milieu des années 70, les autorités grecques réalisèrent que l'émigration avait atteint des niveaux excessifs et que des signes d'une évolution défavorable de la démographie commençaient à apparaître. Elles mirent alors en place des politiques destinées à favoriser le retour des expatriés qui, si elles portaient leurs fruits, auraient en tout état de cause pour conséquence d'accroître les montants des transferts d'économies des expatriés vers la Grèce. Si l'on en juge par le type de mesures mises en œuvre, il semble évident que l'objectif était, en plus du retour des expatriés à proprement parler, d'obtenir davantage de devises étrangères, plutôt que de stimuler l'investissement direct des fonds transférés, ainsi que le suggèrent les déductions fiscales prévues par ces mesures et les droits élevés sur les importations de biens de consommation durables, en particulier sur les voitures que rapportaient les expatriés et qui étaient, à l'époque, lourdement taxées. À côté de cela, des dispositions spécifiques en matière de crédit et des déductions fiscales spéciales s'appliquaient aux transactions en devises étrangères d'importation portant sur l'achat de biens corporels et de terrains (Glytsos et Katseli, 2005, p. 354). Toutes ces mesures ont entraîné une hausse relative des transferts (Glytsos, 1991, p. 118).

Depuis la fin des années 80, la conversion des transferts en monnaie locale a augmenté en raison de la libéralisation des changes en Grèce, qui a rendu possible l'ouverture de comptes en drachmes converties, accompagnée de l'augmentation des taux d'intérêt et des déductions fiscales sur les dépôts en devises étrangères converties en drachmes (Karafolas, 2001).

### **Les politiques en faveur d'une orientation des transferts sur l'investissement**

Il convient tout d'abord de rappeler que les mesures prises à des fins démographiques, visant principalement à inciter les expatriés à regagner la Grèce, ont forcément eu, ainsi que nous l'avons mentionné précédemment, des répercussions sur les transferts, dans le sens où les expatriés sont revenus sur le territoire national avec leur épargne. Le risque majeur de ces politiques était que de nombreux expatriés originaires des régions périphériques ou rurales décident, à leur retour, de s'installer dans des villes, principalement Athènes (région de l'Attique) et Thessalonique (région de Macédoine centrale) dans lesquelles ils dépenseraient leur épargne (graphique 12.1). Afin de limiter cette tendance et en comptant sur le retour des expatriés pour développer l'activité des entreprises des régions périphériques, les pouvoirs publics ont conçu des subventions à l'installation dans ces régions, sous forme d'une somme forfaitaire et d'une allocation mensuelle aux enfants scolarisés dans l'enseignement professionnel qui pouvaient également suivre des cours d'adaptation.

Pour faciliter le rapatriement de manière générale, indépendamment de la région d'installation, des programmes pédagogiques et de formation ont été spécialement conçus (ils étaient au nombre de 24 en 1993/94) et des mesures ont été prises en matière d'éducation des enfants de la deuxième génération. Les expatriés étaient également aidés, lors de leur retour, par un certain nombre d'institutions créées spécialement à cette fin, notamment par des ONG, par des bureaux spéciaux rattachés à l'OMI en Grèce et les services nationaux pour l'emploi (Glytsos, 1995).

Curieusement, beaucoup plus de Grecs sont retournés dans leur pays au cours de la période allant de 1976 à 1980, c'est-à-dire avant que toutes ces mesures ne soient mises

en œuvre, ce qui tend à jeter quelques doutes sur leur efficacité (Petropoulos *et al.*, 1990, p. 102). Cela démontre également que les raisons qui ont incité les expatriés à revenir étaient moins liées à des politiques ou à la réalisation des objectifs qu'ils s'étaient fixés en émigrant, qu'à des facteurs objectifs, tels que la récession économique dans les pays d'accueil et le retour de la démocratie en Grèce après sept années de dictature.

Même si certaines mesures décrites plus haut, telles que les déductions fiscales applicables aux dépôts utilisés pour des achats immobiliers, sont parvenues à attirer davantage de transferts de fonds, elles n'ont pas été concrètement assimilées à des incitations à la mobilisation des transferts à des fins d'investissement productif. En plus d'encourager un nombre plus élevé d'expatriés à revenir dans leur pays, la finalité évidente de cette politique était d'attirer des devises étrangères afin d'alléger une balance des paiements négative et non d'orienter les transferts de fonds vers l'investissement, à moins qu'elle n'ait eu comme objectif – et je ne pense pas que ce soit le cas – l'investissement indirect généré par les achats immobiliers.

Des politiques directes ont toutefois été adoptées pour favoriser la coopération entre les expatriés et les inciter à investir leur épargne. Elles visaient à la fois à convaincre les expatriés d'affecter leur épargne à la production à proprement parler, et à les inciter à gérer eux-mêmes leur investissement. L'une d'entre elles prévoyait la création et le soutien de coopératives de production dans les régions dotées d'une forte émigration. Elle avait à l'époque été jugée inadéquate et inefficace, et n'a eu, il est vrai, que des résultats très modestes : au cours de la période allant de 1975 à 1980, seules cinq coopératives ont été créées, qui regroupaient 311 anciens expatriés (Glytsos, 1995, p. 157). Face à cet échec, les pouvoirs publics ont mis en place, une première fois en 1982 puis en 1987, des incitations plus convaincantes qui devaient à la fois accroître le volume des transferts et en orienter une proportion accrue sur l'investissement productif. Les autorités ont étendu aux migrants les privilèges concédés aux coopératives et aux entreprises des villes. Elles ont augmenté le montant des subventions, amélioré les déductions fiscales et les provisions pour amortissement et mis en place des procédures accélérées d'approbation des projets d'investissement financés par l'épargne des expatriés. Ces mesures, destinées à promouvoir la création d'entreprises par les expatriés, n'ont pas été considérées comme concluantes (Fakiolas, 1994, p. 587).

Dans le passé, il n'existait pas en Grèce de véritables services d'orientation et de conseil en matière d'investissement destinés aux expatriés, qui avaient toutefois la possibilité de s'adresser, au même titre que tout investisseur potentiel, au Bureau pour la promotion de l'investissement (Ministère de l'Économie nationale), créé par le gouvernement en 1987. En outre, un Centre européen d'information et des centres chargés de conseiller et d'orienter les petites et les moyennes entreprises dans chaque industrie étaient à leur disposition. Seule la Banque agricole de Grèce – une banque d'État – proposait un service spécial qui fournissait une assistance technique et financière à la promotion de l'investissement dans l'agriculture par les expatriés (Glytsos, 1995, p. 157).

Si l'on examine diverses données relatives à l'utilisation par les destinataires des sommes transférées, il apparaît qu'au cours de la période où les migrations ont été les plus élevées, environ 63 % étaient affectés à la consommation, 22 % au logement, 7 % à l'achat de terrains agricoles, 4 % à des investissements à caractère commercial, et 3,5 % aux achats d'équipements (Glytsos, 1993, p. 143). S'agissant de l'investissement direct, les données révèlent qu'entre 1982 et 1984, 81 projets ont été soumis aux autorités par des expatriés souhaitant bénéficier des diverses incitations à l'investissement. Le montant

total de ces projets d'investissement, soit 45,8 millions USD, représentaient 1,6 % des transferts totaux et 6,4 % de la totalité des investissements soumis pour approbation aux autorités grecques. Entre 1982 et 1987, ce sont 394 projets d'investissement, représentant un total de 211,8 millions USD, soit 3,6 % des transferts et 5,8 % de la totalité des projets d'investissement, qui ont été proposés par les expatriés.

La répartition de l'investissement entre les différents secteurs de l'économie était la suivante : 64,2 % pour le secteur tertiaire, principalement dans le tourisme, 27,2 % pour le secteur secondaire et 8,6 % pour le secteur primaire. L'investissement dans le tourisme profite principalement à la région orientale du pays, aux Îles Égée, au Péloponnèse, à la Grèce occidentale, la Macédoine orientale et la Crète. Il est intéressant de noter que les régions enregistrant une forte émigration, telles que la Thrace et la Macédoine, n'ont perçu que 22,3 % des fonds investis par les expatriés, ce qui tend à démontrer que l'investissement n'est pas réalisé dans la région d'origine des expatriés mais dans d'autres régions, souvent dans la même préfecture ou dans des préfectures voisines (Kontis, 1990).

Globalement, concernant la mobilisation des transferts à des fins productives, l'investissement direct des migrants ou des bénéficiaires donne lieu à un bilan mitigé. L'adoption de politiques macroéconomiques adaptées visant à utiliser l'épargne des migrants pour stimuler la croissance est elle aussi d'une efficacité limitée. Les politiques destinées à orienter les transferts de fonds sur l'investissement ne sont pas non plus probantes dans les autres pays. A titre d'illustration, des données relatives à la Turquie montrent que les transferts ne sont pas utilisés directement à des fins d'investissement, mais pour satisfaire les besoins immédiats des bénéficiaires (Straubhaar, 1986).

Par conséquent, toute croissance susceptible d'être générée à l'avenir ne pourra provenir, en grande partie, que des effets multiplicateurs des dépenses autonomes consenties par les migrants ou les bénéficiaires des transferts.

## Les effets multiplicateurs des transferts

Compte tenu du contexte dans lequel se trouvait la Grèce dans les années 60 et 70, caractérisé par une forte émigration, une période de développement, de faibles revenus et un déficit chronique de la balance des paiements, il est généralement admis que les transferts et autres envois de fonds en provenance de l'étranger ont soutenu les revenus et entretenu la demande. Il est toutefois également vrai que les transferts, en raison de leur montant et de leur continuité, ont porté préjudice à la compétitivité et aux échanges, entraînant une augmentation des importations, de la quantité de monnaie en circulation et de la demande de biens n'entrant pas dans les échanges internationaux, principalement les logements et les terrains (Maroulis, 1986 ; Katseli, 1990, 2001 ; Glytsos, 2002b).

Durant cette période, l'une des principales conséquences de l'exode important de population à destination de l'Europe occidentale est l'accroissement des inégalités démographiques au niveau régional, combinée à une réduction des inégalités économiques régionales, particulièrement entre le centre et la périphérie (Glytsos, 1988b). Si l'évolution démographique était le résultat de l'émigration, les changements économiques pouvaient être en partie imputés aux transferts qui, dans certaines régions, influaient fortement sur l'économie.

## *L'impact régional des transferts*

### *Ce que révèle l'observation*

Afin de définir la contribution des transferts au développement régional, deux régions de Grèce présentant des différences marquées en termes d'émigration, mais également des similitudes en matière de contexte économique antérieur à l'émigration, ont été comparées. Ces régions sont la Macédoine orientale et la Thessalie qui affichaient en 1961, soit avant la vague d'émigration, le même niveau de revenus par habitant, des proportions comparables de la population active dans l'agriculture et des niveaux de productivité très similaires dans ce secteur, et des taux d'accroissement et de vieillissement de la population naturelle quasiment identiques (tableau 12.2). Elles différaient toutefois sensiblement dans les domaines de l'émigration et des transferts, dans le sens où la première enregistrait des taux d'émigration plus élevés. Plus spécifiquement, au cours de la période allant de 1961 à 1977, 28,4% de la population de Macédoine orientale avaient émigré, contre 9,1 % pour celle de la Thessalie. Quant aux transferts, ils correspondaient en 1971 à 19,7 % de la production privée de la Macédoine orientale et à 5,7 % de celle de la Thessalie (Glytsos, 1990).

Au fur et à mesure du processus d'émigration, la situation démographique de la Macédoine orientale s'est rapidement détériorée par rapport à celle de la Thessalie. Parallèlement, les transferts ont commencé à affluer et à s'accumuler. Le montant des transferts par habitant en Macédoine orientale était trois fois et demie supérieur à celui de la Thessalie et ils contribuaient en 1974 à respectivement 20,3 % et 6,0 % des dépenses moyennes des ménages ruraux dans ces deux régions. Au cours de cette période, la situation économique des deux régions a pris la direction opposée à celle de l'évolution démographique. En plus d'améliorer le niveau de vie, les dépenses des transferts ont profondément modifié les schémas de consommation de la Macédoine orientale, la rapprochant de la moyenne nationale des régions semi-urbaines.

En Macédoine orientale, les transferts ont tiré vers le haut les dépenses d'éducation – en d'autres termes, les investissements en capital humain – et de loisirs (+ 54,7 %), de transport et de communication (+ 42,2%) et de biens de consommation durables (+ 34,7 %), alors que la consommation moyenne globale augmentait de 20,3 % (pour la Thessalie, les chiffres étaient de 16,0 ; 12,7 ; 10,0 et 6,0 %) (tableau 12.3).

La Macédoine orientale connaissait en outre une transformation économique plus rapide, accompagnée d'une diminution des emplois agricoles au profit des autres secteurs, d'une évolution de la productivité agricole et de l'amélioration des performances macroéconomiques. Étant donné que les différences que présentaient ces deux régions à la fin de la vague d'émigration ne peuvent être attribuées à aucune politique régionale particulière ni à aucune autre raison, force est de constater que c'est principalement le volume important des transferts qui ont permis à l'une de ces régions de se démarquer par rapport à l'autre.

### *D'autres preuves d'un impact régional*

L'une des régions rurales enregistrant le plus fort taux d'émigration était celle de Florina, au nord de la Grèce, dont 40 % de la population a émigré entre 1960 et 1970. A la fin de cette période, la consommation des bénéficiaires des transferts était supérieure de 60 % à la moyenne des zones rurales du pays, alors que son niveau antérieur à l'émigration lui était inférieur de 28 % (Glytsos, 1993). Concernant les biens de

consommation qui représentent un symbole de statut social, tels que les boissons, les chaussures et les biens de consommation durables, les dépenses des bénéficiaires des transferts étaient supérieures à la moyenne des régions rurales grecques. Si l'on prend en compte la totalité de la population de la région (les bénéficiaires et les non-bénéficiaires des transferts), la consommation au cours de la période qui a suivi les migrations s'est hissée au niveau de la moyenne des régions rurales, en hausse par rapport à la période antérieure aux migrations, où elle ne s'élevait qu'à 81 % de la consommation de ces régions.

Il ressort de ces observations que les transferts ont urbanisé les habitudes de consommation des régions enregistrant une forte émigration, telles que la Macédoine orientale et la région de Florina, en partie en raison du poids direct des bénéficiaires des transferts, mais également des effets de démonstration sur les non-bénéficiaires et des effets d'entraînement des transferts sur l'économie de ces régions. L'envie d'acquérir, grâce aux envois de fonds, un mode de vie plus urbain est l'un des facteurs qui est entré en jeu dans la modification des schémas de consommation (Glytsos, 1993).

### *Estimations quantitatives à l'échelle de la Grèce*

Si l'étude de régions spécifiques présentant une forte émigration peut se révéler plus pertinente pour mesurer les répercussions des transferts sur le développement, l'impact global sur l'ensemble du pays n'en est pas moins important car il peut rendre compte d'aspects imperceptibles à un niveau d'analyse inférieur. Les estimations contenues dans ce document font référence au passé, à une époque où l'émigration et les transferts suscitaient un fort intérêt et où les politiques en la matière occupaient le devant de la scène. On peut ainsi constater que dans les années 70, alors que la question des migrations était d'une grande actualité, des estimations font état d'un doublement de la consommation moyenne des bénéficiaires des transferts. Pour certains postes de dépenses, tels que l'éducation et les loisirs, les transferts ont augmenté la consommation de respectivement 3,3 et 2,1 % (tableau 12.4).

Au début des années 70, la diffusion des dépenses des bénéficiaires dans l'économie nationale contribuait à hauteur de 4,1 % au PIB de la Grèce, dont le taux de croissance global était de 8 %, ce qui représente un multiplicateur de 1,7 % des dépenses initiales des transferts. Dans plusieurs industries, y compris le bâtiment, le multiplicateur avoisinait les 2,0 %. Les transferts ont généré des importations qui représentaient 12,8 % de la production brute indirecte et auxquelles étaient affectés 22 % des dépenses initiales des transferts. La proportion des biens de production dans les importations était de 26,6 %, contre 73,4 % pour celle des biens de consommation. Cependant, le volume de ces importations ne représentait que 4,9 % des importations totales de la Grèce. Les transferts soutenaient 4,7 % de l'emploi et 8 % des capitaux injectés dans les entreprises manufacturières grecques (Glytsos, 1993). Si l'on prend en compte la période allant de 1969 à 1998, l'impact des transferts sur la croissance semble varier. Des estimations économétriques confirment les conclusions exposées ci-dessus pour le début des années 70 et révèlent un impact positif sur la production, les transferts générant un taux de croissance d'environ 3 %. Néanmoins, pour le reste de cette période, ces estimations révèlent que les variations du volume des transferts se traduisaient par des retombées en accordéon sur la croissance, mais que ces retombées étaient généralement faibles (moins de 1 % de hausse ou de baisse, la plupart du temps) (Glytsos, 2002a et 2002c).

### *La Grèce, pays d'immigration et exportateur de transferts*

Aujourd'hui, on s'intéresse essentiellement à la Grèce en tant que pays d'immigration, immigration qui est à la fois un défi, une chance, mais également une source de préoccupation. Le défi consiste à gérer une population importante d'étrangers, qui représente environ 9 % de la population du pays et vraisemblablement 12 % de sa population active. Après les campagnes de régularisation, les problèmes plus spécifiques qui se posent concernent l'intégration des immigrés dans l'économie et la société grecques et la lutte contre l'immigration illégale et les récidives. L'opportunité est celle offerte par la contribution des immigrés à l'économie nationale et leur utilité pour pallier les pénuries de main-d'œuvre dans certains secteurs de l'économie et certaines régions du pays. La source de préoccupation concerne la présence peut-être excessive de ces immigrés et la crainte qu'ils occupent, dans certains secteurs de l'économie, les emplois des travailleurs autochtones<sup>3</sup>.

Afin de donner un bref aperçu de cette autre facette de la Grèce en tant que pays aux 900 000 immigrés, il convient de citer quelques données brutes sur les transferts émanant de Grèce. Les Albanais représentent le premier groupe ethnique sur le territoire national et la communauté albanaise établie en Grèce est récemment devenue la plus importante des migrants en Europe. Contrairement aux émigrants grecs, les Albanais en Grèce représentent une très forte proportion de la population albanaise et envoient un pourcentage élevé des revenus qu'ils perçoivent en Grèce. Entre 1999 et 2002, les montants transférés chaque année par les travailleurs en situation régulière en Grèce se sont élevés à 300 millions USD en moyenne. Étant donné qu'une forte majorité des immigrés sont des Albanais, leur proportion dans ces transferts est probablement très élevée. Il convient toutefois de noter que le volume réel des transferts à destination d'Albanie est beaucoup plus important que ce que les chiffres officiels semblent indiquer, en raison du fait que les immigrés albanais ont recours à d'autres circuits non officiels pour transférer leur épargne et n'hésitent pas, entre autres, à transporter eux-mêmes des fonds lors de leurs fréquentes visites dans leur pays d'origine, solution pratique et peu coûteuse en raison de la proximité de cette destination. La valeur combinée des transferts et de l'épargne rapatriée dans l'économie albanaise (en provenance de la totalité des pays du monde, mais principalement de Grèce) s'élevait en 2001 à 542,6 millions USD, soit 23,4 % du PIB de l'Albanie (Nicholson, 2004, p. 101).

D'après une enquête portant sur le milieu des années 90, la moitié des revenus des migrants étaient à cette époque envoyés en Albanie. A peine plus de la moitié était alors utilisée à des fins de consommation, alors que le reste était épargné et investi. Un tiers des individus qui décidaient d'épargner destinaient cette épargne à la construction d'un logement. Seuls 3 % envisageaient de l'affecter à l'achat de locaux ou d'équipements industriels. En 1998, une autre enquête a révélé que 40 % des fonds envoyés par les nouveaux immigrés étaient épargnés ou investis (*ibid.*, p. 97). A leur retour, les migrants investissent généralement dans de petites entreprises, des micro-entreprises, ou des entreprises individuelles ou familiales, de façon à pouvoir y exercer un certain contrôle. Les revenus des migrants sont à la source de la plupart des investissements dans l'agriculture, le premier secteur économique en Albanie, et financent les achats de bétail, de tracteurs et d'autres matériels (*ibid.*, p. 98).

3. Pour une analyse récente des questions de régularisation, de la situation que la régularisation a entraînée et de l'intégration des immigrés en Grèce, consulter Glytsos (2005).

Lors de leur séjour en Grèce, les Albanais nouent des contacts avec des fournisseurs potentiels afin de pouvoir, à leur retour, créer puis développer de petites entreprises manufacturières. Ainsi, un charpentier albanais travaillant en Grèce peut s'y approvisionner en matières premières et trouver l'idée d'une nouvelle activité à lancer dans son pays. Des migrants ont créé des ateliers de fabrication de portes et de fenêtres en aluminium après avoir travaillé dans ce secteur en Grèce et y avoir acheté leur matériel (*ibid.*, p. 99). D'après une enquête récente menée en Albanie, 10 % des travailleurs à leur compte ou des directeurs ont utilisé l'épargne accumulée à l'étranger pour s'installer. A la fin des années 90, des études ont révélé que l'épargne des migrants représentait 17 % des capitaux investis dans les entreprises albanaises (*ibid.*, p. 100).

Pays d'accueil relativement récent, la Grèce a renforcé ses relations économiques avec les pays des Balkans dont sont désormais originaires la majorité de ses émigrés. Plusieurs banques grecques ont ouvert des succursales en Albanie, en Bulgarie, en Roumanie et dans l'ancienne Yougoslavie, ce qui permet aux expatriés de transférer plus aisément leurs fonds et facilite l'orientation des fonds sur l'investissement productif dans ces pays (Glytsos et Katseli, 2005). De la même façon qu'il y a plusieurs années, les banques grecques ouvraient des succursales dans des pays où étaient établis des expatriés grecs, la Banque américano-albanaise a ouvert, il y a environ six mois, une succursale à Athènes et prévoit d'en ouvrir une autre dans le nord du pays en vue d'attirer les dépôts des Albanais et de réaliser leurs transferts en Albanie à un coût inférieur à celui d'autres circuits de transmission.

## Conclusion

Le bilan de la Grèce en matière de politiques visant à attirer les transferts de fonds et à les orienter sur un investissement productif n'est pas assez concluant pour que l'on envisage son adaptation à d'autres pays. Ni les mesures destinées à augmenter le nombre des transferts, ni les incitations à investir les fonds ainsi envoyés n'ont convaincu les expatriés et les bénéficiaires des transferts.

Les nombreuses difficultés qu'ont rencontrées l'économie, l'administration publique et la situation politique en Grèce à l'époque où les migrations étaient à leur plus haut niveau n'ont pas permis d'instaurer un environnement favorable de sécurité financière et de stabilité de l'investissement, des conditions nécessaires qui semblent peser davantage sur les décisions des expatriés qu'une rentabilité de l'épargne et de l'investissement certes satisfaisante mais d'une durée aléatoire. A côté de ces aspects négatifs, les transferts en général, et ceux en provenance d'Europe en particulier, ont tout de même couvert les besoins fondamentaux de leurs bénéficiaires qui n'envisageaient nullement de les investir dans des activités productives.

Ces considérations mises à part, des initiatives privées ou des mesures gouvernementales ont été efficaces pour attirer davantage de transferts officiels dans le pays. Tel semble être le cas des activités des banques grecques implantées dans certaines villes des pays d'accueil qui enregistraient une forte concentration de Grecs, de l'octroi de déductions fiscales, ou encore de la création d'une catégorie de dépôts assortis de conditions favorables et destinés aux achats immobiliers. Les incitations à investir les transferts dans des activités productives, telles que l'attribution de subventions, les déductions fiscales ou l'accord de privilèges aux coopératives de production créées par les migrants n'ont eu qu'un succès limité.

L'inadéquation des politiques ou leur inefficacité à orienter les transferts sur un investissement productif et à inciter les travailleurs expatriés à créer leur propre entreprise ne signifie toutefois pas que les transferts n'ont eu aucune retombée positive sur le pays. Même s'ils ont freiné la restructuration de l'économie – dont rien ne permet d'affirmer qu'elle aurait été plus rapide en leur absence – leur constance a jusqu'à ce jour, en dépit de volumes fluctuants, permis de contrebalancer certains échecs structurels.

L'impact positif des transferts, particulièrement au cours des années 60 et 70, peut s'expliquer de la façon suivante : premièrement, en tant que devises étrangères, ils ont allégé le déficit chronique de la balance des paiements ; deuxièmement, ils ont relevé le niveau de vie d'un grand nombre de bénéficiaires ; et troisièmement, leur diffusion dans l'ensemble de l'économie, quelle que soit la manière dont ils ont été utilisés, a généré un surcroît de production, non seulement de biens de consommation mais également de biens d'équipement, grâce aux effets multiplicateurs. Ils ont également soutenu l'emploi.

Les retombées des transferts ont été particulièrement positives dans les régions enregistrant une forte émigration. Les transferts ont stimulé le pouvoir d'achat, augmentation qui a encouragé la production locale de biens et de services et dont les effets ont essaimé dans d'autres régions, favorisant ainsi le développement régional et l'économie à l'échelle nationale.

## RÉFÉRENCES

- Fakiolas, R. (1994), “Migration to and from Greece during the Last Four Decades”, in G. Alogoskoufis *et al.* (ed.), *Essays in Honor of Constantine Drakatos*, Papazissis Publishers, Athens, pp. 571-592.
- Garson, J.P. (1994), “The Implications for the Maghrebian Countries of Financial Transfers from Emigrants”, *Migration and Development of New Partnerships for Co-operation*, OECD, Paris.
- Glytsos, N.P. (1988a), “Remittances in Temporary Migration: A Theoretical Model and its Testing with the Greek-German experience”, *Weltwirtschaftliches Archiv*, Vol. 124, Heft 3.
- Glytsos, N.P. (1988b), “Regional Inequalities in Greece: Demographic and Economic Characteristics”, *Studies Series*, No. 27, KEPE, Athens (in Greek), p. 346.
- Glytsos, N.P. (1990), “Measuring the Income Effects of Migrant Remittances: An Empirical Analysis for Greece”, Centre of Planning and Economic Research, mimeo.
- Glytsos, N.P. (1991), “Theoretical and Empirical Analysis of Migration Movements and of Remittance Flows between Greece and Germany”, *Studies Series 7*, Centre of Planning and Economic Research (in Greek), Athens.
- Glytsos, N.P. (1993), “Measuring the Income Effects of Migrant Remittances: A Methodological Approach Applied to Greece”, *Economic Development and Cultural Change*, October.
- Glytsos, N.P. (1995), “Problems and Policies Regarding the Socio-economic Integration of Returnees and Foreign Workers in Greece”, *International Migration*, pp. 155-196.
- Glytsos, N.P. (1997), “Remitting Behavior of Temporary and Permanent Migrants: The Case of Greeks in Germany and Australia”, *Labour*, Vol. 11, No. 3.
- Glytsos, N.P. (2001), “Determinants and Effects of Migrant Remittances: A Survey”, in Slobodan Djajic (ed.), *International Migration: Trends, Policies and Economic Impact*, Routledge, London.
- Glytsos, N.P. (2002a), “Dynamic Effects of Migrant Remittances on Growth: An Econometric Model with an Application to Mediterranean Countries”, Discussion Paper, No. 74, Centre of Planning and Economic Research, April.
- Glytsos, N.P. (2002b), “The Role of Migrant Remittances in Development: Evidence from Mediterranean Countries”, *International Migration*, Vol. 4, No. 1, pp. 5-26.
- Glytsos, N.P. (2002c), “A Macroeconometric Model of the Effects of Migrant Remittances in Mediterranean Countries”, in Ismail Sirageldin (ed.), *Human Capital: Population Economics in the Middle East*, I.B. Tauris, London, pp. 300-325.
- Glytsos, N.P. (2004), “Macroeconomic Impact of Migration and Remittances in the Home Country, with a Focus on the EMAPs Region”, Report prepared for Enterplan Limited, on behalf of DFID, March.

- Glytsos, N.P. (2005), “Stepping from Illegality to Legality and Advancing towards Integration: The Case of Immigrants in Greece”, *International Migration Review*, Vol. 39, Winter (Forthcoming).
- Glytsos, N.P. and L.T. Katseli (2005), “Greek Migration: The Two Faces of Janus”, in K. Zimmermann (ed.), *European Migration: What do we know?*, Oxford University press, April.
- Glytsos, N.P. and T.P. Lianos (2005), “Remittances in Europe”, in Steven Wilson (ed.), *Beyond Small Change: Making Migrants’ Remittances Count*, Inter-American Development Bank, Chapter 12 (Forthcoming).
- IMF, *International Financial Statistics Yearbook* (various issues).
- Karafolas, S. (2001), “The Role of the Banking Presence in Facilitating Remittance Flows: The Case of Greece and Portugal”, presented at the workshop “The Return of Highly Qualified Emigrants to Bulgaria”, Sofia, Bulgaria, 29-30 June.
- Katseli, L.T. (1990), “Economic Integration in the Enlarged European Community: Structural adjustment of the Greek Economy”, in C. Bliss and Braga de Macedo (eds.), *Unity with Diversity in the European Economy: The Community’s Southern Frontier*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Katseli, L.T. (2001), “The Internationalisation of Southern European Economies”, in H. Gibson (ed.), *Economic Transformation, Democratisation and Integration into Europe: The case of Southern Europe*, Palgrave Publishers, Hampshire.
- Katseli, L.T. and N.P. Glytsos (1989), “Theoretical and Empirical Determinants of International Labour Mobility: A Greek-German Perspective”, in Ian Gordon and A.P. Thirlwall (eds.), *European Factor Mobility: Trends and Consequences*, MacMillan Press, London, pp. 95-115.
- Kontis, A. (1990), “Investment Behaviour of Greek Migrants: A Theoretical-Empirical Approach”, in N. Petropoulos *et al.* (1990), *Project of Research of Emigration-Repatriation of Greek Population*, Vol. A, General Secretariat for Greeks Abroad (in Greek), Athens, pp. 207-228.
- Lianos, T.P. (1997), “Factors Determining Migrant Remittances: The Case of Greece”, *International Migration Review*, Vol. XXXI, No. 1, pp. 119-133.
- Maroulis, D. (1986), “Economic Development and the Structure of the Balance of Payments”, Studies Series, Vol. 18, KEPE, Athens.
- Merle, L. and K.F. Zimmermann (1992), “Savings, Remittances, and Return Migration”, *Economic Letters*, Vol. 38, pp. 77-81.
- National Statistical Service of Greece (1974), *Household Survey*.
- Nicholson, B. (2004), “Migrants as Agents of Development: Albanian Return Migrants and Micro-enterprise”, *New Patterns of Labour Migration in Central and Eastern Europe*, Seminar, Cluj Napoca, 15-19 July.
- Petropoulos, N. *et al.* (1992), *Research Project of Emigration - Repatriation of Greek Population*, Vol. B, General Secretariat of Greeks Abroad (in Greek), Athens.
- Straubhaar, T. (1986), “The Determinants of Workers’ Remittances: The Case of Turkey”, *Weltwirtschaftliches Archiv*, Band 122, pp. 728-739.

**Tableau 12.1. Transferts de fonds des travailleurs immigrés vers la Grèce**

1965	1970	1975	1980	1990	1995	1997	2000	2002
<b>Transferts (millions de USD)</b>								
207	345	782	1 083	1 774	2 982	2 816	1 613	1 181
<b>Transferts en proportion des exportations (%)</b>								
63.1	55.2	35.1	26.4	27.9	51.6	52.4	17.0	12.9

Source: IMF; *International Financial Statistics Yearbook* (différentes années).

Tableau 12.2. Quelques caractéristiques de l'est de la Macédoine et de la Thessalie

Caractéristiques	Est de la Macédoine	Thessalie	Grèce
<b>Population</b>	<b>426 000</b>	<b>696 000</b>	<b>9 740 000</b>
<b>Similitudes</b>			
Productivité par habitant (en drachmes), 1979	112 700	113 000	130 700
Indice de la productivité agricole (Grèce=100), 1979	93.3	93.4	100.0
Taux de croissance de la productivité (%) 1970-79	4.6	4.4	3.2
Accroissement naturel de la population (en milliers), 1961	11.5	11.1	10.4
Population de plus de 65 ans (%) 1961	7.5	7.1	8.1
<b>Migration et transferts de fonds</b>			
Transferts de fonds des migrants (en milliers de USD)			
1955-1964	14 374	6 259	176 800
1955-1974	65 950	33 039	645 300
Transferts par habitant (par rapport à la population), 1974	4 575	1 343	1 447
<b>Situation post-migratoire</b>			
Accroissement naturel de la population (en milliers)			
1971	5.0	8.7	7.7
1981	2.9	7.5	6.6
Population de plus de 65 ans (%)			
1971	11.5	10.2	10.9
1981	13.7	12.7	12.7
<b>Structure de l'emploi</b>			
Secteur primaire			
1971	63.4	56.4	40.0
1981	49.4	47.6	29.1
Secteur secondaire	114.0		
1971	14.8	20.3	27.4
1981	24.0	24.2	30.5
Secteur tertiaire			
1971	19.8	23.3	32.6
1981	26.6	28.2	40.4
Evolution de la qualité de vie (1971=100) 71-80	311.2	282.5	208.5
Evolution de la productivité agricole (1971=100) 71-80	163.0	135.0	148.0
Evolution des moyens de production (1971=100), 71-80	254.2	251.4	224.2

Source: Glytsos (1988b) ; Voloudakis et Panourgias ; calculs de l'auteur.

**Tableau 12.3. Evolution des modes de consommation dus aux transferts de fonds dans les régions de l'est de la Macédoine et de Thessalie, 1974**

Estimations brutes

Type de dépenses	Evolution en pourcentage	
	Est de la Macédoine	Thessalie
Alimentation	19.3	5.7
Boissons et tabac	1.6	0.8
Habillement, chaussures	8.8	2.1
Logements, services publics	21.2	6.4
Biens de consommation durables	34.7	10.0
Santé, soins aux personnes	21.6	6.8
Education, loisirs	54.7	16.0
Transports, communications	42.2	12.7
Divers	-4.8	-1.2
<b>Total</b>	<b>20.3</b>	<b>6.0</b>

Source : NSSG (1924), *Household Survey* ; calculs de l'auteur.**Tableau 12.4. Effets des transferts de fonds en Grèce****Effets individuels sur les bénéficiaires des transferts de fonds :**

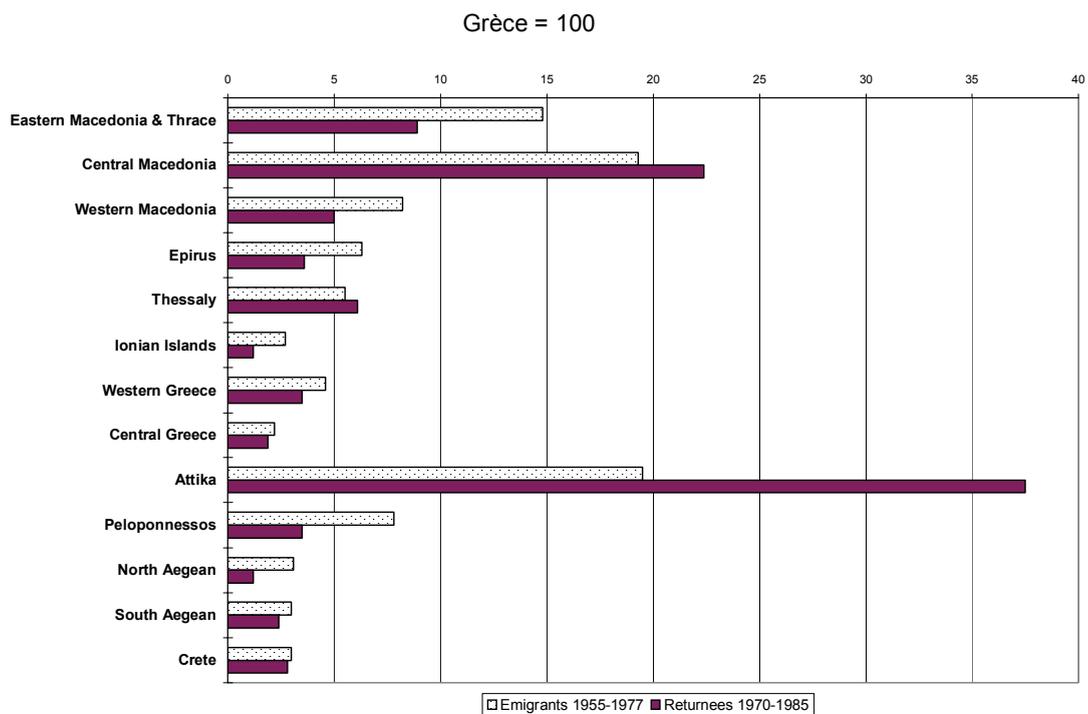
Les transferts de fonds ont multiplié la consommation par deux, la priorité étant accordée à l'éducation, avec un effet multiplicateur de 3.3, et aux loisirs avec un effet multiplicateur de 2.1

**Effets macroéconomiques :**

- Contribution au PNB, 4.1 % (taux de croissance actuel, 8 %), effet multiplicateur de 1.7
- Pour un tiers des industries (dont le bâtiment), effet multiplicateur de 2.0
- Les importations ont représenté 12.8 % of de la production brute
- Les importations de biens d'investissement ont représenté 26.9 % des importations
- 22 % des transferts de fonds sont allés aux importations
- Les importations qui en découlent représentent 4.9 % du total des importations de Grèce
- Les transferts de fonds ont soutenu 4.7 % de l'emploi en Grèce
- Les transferts de fonds ont soutenu 8 % de la capacité du capital de l'industrie

Source: Glytsos (1993).

**Graphique 12.1. Proportions des émigrants (1955-1977) et des migrants qui retournent au pays (1970-1985) dans différentes régions de Grèce**



Source: A partir de Glytsos (1991), pp. 189-192 (pour les émigrants) et du Secrétariat général des Grecs à l'étranger, Petropoulos *et al.* (1992), Vol. B, p. 72 (pour les migrants de retour).

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Résumé .....</b>	<b>9</b>
---------------------	----------

<b>Introduction : Les transferts de fonds des émigrés et leur rôle dans le développement .....</b>	<b>13</b>
<i>Thomas Straubhaar et Florin P. Vădean</i>	

### PARTIE I. LES FLUX FINANCIERS DE L'ÉMIGRATION ET LEUR IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

<b>Chapitre 1. L'impact des transferts de fonds sur le développement des pays d'origine : le cas de l'Afrique .....</b>	<b>43</b>
<i>Flore Gubert</i>	

<b>Chapitre 2. Les transferts de fonds des migrants au Maroc et leur utilisation .....</b>	<b>73</b>
<i>Bachir Hamdouch</i>	

<b>Chapitre 3. Mexique : Migrations internationales, transferts de fonds et développement .....</b>	<b>85</b>
<i>Rodolfo Garcia Zamora</i>	

<b>Chapitre 4. Migrations, transferts de fonds et impact sur le développement économique en Turquie .....</b>	<b>93</b>
<i>Ahmet Içduygu</i>	

<b>Chapitre 5. Politiques migratoires, transferts de fonds et développement économique des Philippines .....</b>	<b>101</b>
<i>Carmelita Dimzon</i>	

### PARTIE II. TRANSFERTS DE FONDS ET INFRASTRUCTURES FINANCIÈRES : ENJEUX ET PERSPECTIVES

<b>Chapitre 6. Principaux canaux et coûts des transferts de fonds : le cas de la Turquie .....</b>	<b>109</b>
<i>Elif Köksal et Thomas Liebig</i>	

<b>Chapitre 7. Western Union et le marché mondial des transferts de fonds .....</b>	<b>131</b>
<i>Khalid Fellahi et Susana de Lima</i>	

<b>Chapitre 8. Les service MoneySend et MasterCard™</b> .....	145
<i>Olivier Denis</i>	

<b>Annexe de la Partie II : Les infrastructures financières de transferts de fonds via le système bancaire et les autres circuits financiers : les cas du Portugal, du Maroc, de l'Amérique latine et des Caraïbes</b> .....	149
<i>José Nascimento Ribeiro, Laïdi El Wardi et Mustapha Khyar, Pedro de Vasconcelos</i>	

### PARTIE III. IMPACT MACROÉCONOMIQUE DES TRANSFERTS DE FONDS

<b>Chapitre 9. Quel est l'impact macroéconomique des transferts de fonds sur les pays d'origine ?</b> .....	195
<i>Jackline Wahba</i>	

<b>Chapitre 10. Retombées macroéconomiques des transferts de fonds</b> .....	203
<i>Sena Eken</i>	

<b>Chapitre 11. Les transferts de fonds des migrants, un outil potentiel important pour le développement : le cas de l'Italie</b> .....	209
<i>Ricardo Settimo</i>	

<b>Chapitre 12. Transferts de fonds et développement : le cas de la Grèce</b> .....	215
<i>Nicholas Glytsos</i>	

<b>Chapitre 13. Les migrations internationales et les transferts de fonds réduisent-ils la pauvreté dans les pays en développement ?</b> .....	233
<i>Richard Adams et John Page</i>	

### PARTIE IV. INITIATIVES RÉCENTES EN VUE D'ORIENTER LES TRANSFERTS DE FONDS VERS LE DÉVELOPPEMENT

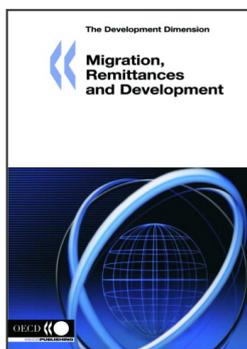
<b>Chapitre 14. Pratique sociale et projet productif : l'expérience <i>Tres por uno</i> (Trois pour un) au Zacatecas, Mexique</b> .....	265
<i>Natasha Iskander</i>	

<b>Chapitre 15. Migrations, transferts financiers et initiatives économiques en Afrique subsaharienne</b> .....	283
<i>Babacar Sall</i>	

<b>Chapitre 16. « Migrations et Développement » : une organisation non gouvernementale au service du co-développement</b> .....	299
<i>Nadia Bentaleb et Jamal Lahoussein</i>	

**PARTIE V.  
TRANSFERTS DE FONDS ET PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT :  
QUELQUES PROPOSITIONS**

<b>Chapitre 17. Incorporer certains enseignements des recherches sur la migration dans les politiques des transferts de fonds .....</b>	<b>309</b>
<i>Jørgen Carling</i>	
<b>Chapitre 18. Canaliser les transferts de fonds vers les investissements .....</b>	<b>317</b>
<i>Daniela Bobeva</i>	
<b>Chapitre 19. Mobiliser les migrants pour le développement socio-économique .....</b>	<b>337</b>
<b>du Mali et du Sénégal</b>	
<i>Mireille Raunet</i>	
<b>Chapitre 20. L'aide des organisations non gouvernementales dans la collecte des transferts de fonds .....</b>	<b>369</b>
<i>Jacques Ould Aoudia</i>	
<b>Chapitre 21. L'expérience de l'Agence française de développement dans les programmes de codéveloppement .....</b>	<b>373</b>
<i>Guillaume Cruse</i>	
<b>Conclusions .....</b>	<b>383</b>
<i>Berglind Ásgeirsdóttir</i>	



Extrait de :  
**Migration, Remittances and Development**

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264013896-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

Settimo, Riccardo (2006), « Les transferts de fonds des migrants – un outil potentiel important pour le développement : Le cas de l'Italie », dans OCDE, *Migration, Remittances and Development*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264013919-15-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).